



Syndicat national Force Ouvrière
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Membre de la fédération FNEC FP-FO

6/8 rue Gaston Lauriau 93513 MONTREUIL Cedex - Tél. : 01 56 93 22 88 - foesr@foesr.fr - www.foesr.fr

Maintenir le rapport de force pour gagner sur les revendications !

Le rejet des politiques de guerre sociale contre les travailleurs est constant et s'est à nouveau massivement exprimé le 5 décembre par la grève et les manifestations de plus de 200 000 fonctionnaires, dans tout le pays. Le président entend maintenir un « *cap clair pour (les) trente mois* » de mandat qui lui restent en théorie à accomplir : autrement dit, il entend poursuivre imperturbablement son programme de casse sociale, au mépris de tous.

Gouvernement « démissionnaire » ou « technique » : des coupes budgétaires et des mesures anti-fonctionnaires bloquées mais non annulées

La censure du gouvernement Barnier permet certes le rejet du budget 2025 et la mise en suspens des mesures d'agression contre tous les fonctionnaires (3 jours de carence, baisse de 10 % des indemnités maladie, annulation de la GIPA). Mais, pas plus que le budget 2025, le budget 2024 « bis » ne peut nous aller : avec une inflation à 2,5 %, c'est en effet une baisse de 2,5 % des dotations des services publics, c'est-à-dire une nouvelle perte de 2,5 % de pouvoir d'achat ! C'est le maintien des 900 millions d'€ de coupes dans les missions de l'ESR. C'est la non revalorisation des primes. On ne peut pas non plus accepter que le budget 2025 ou les mesures anti-fonctionnaires, jetées par la porte, rentrent par la fenêtre d'un gouvernement « démissionnaire » ou « technique »...

Colère immense dans l'ESR : des « compensations » ou les moyens de fonctionner ?

Des présidents d'universités, effrayés des conséquences d'une autonomie qui les contraint à infliger aux personnels comme aux étudiants une austérité aggravée, réclament ouvertement des « compensations » par l'État des dépenses reportées sur les établissements. Très bien, mais ceci ne saurait suffire. Les personnels demandent tous les moyens pour fonctionner, pour sauver leurs emplois, leurs salaires, leurs diplômes et leurs établissements !

À Strasbourg, à Aix-Marseille, à Clermont, à Sorbonne Université notamment, les personnels, dans des AG tenues avec les étudiants, appellent à être en grève et à se mobiliser à partir du 10 décembre. Ils ont raison !

La censure du gouvernement Barnier ne peut en effet sonner la pause dans la mobilisation.

C'est pourquoi FO ESR appelle tous les personnels à être en grève à partir du 10 décembre, dans l'unité avec les cheminots et tous les secteurs mobilisés, à tenir des AG, à lister toutes les revendications d'établissement et à les adresser à Macron et aux présidences ou directions d'établissement.

FO ESR appelle aussi au

rassemblement du mardi 10 décembre à 12 H devant le ministère de l'ESR

(rue Descartes) *pour porter les revendications :*

-> Abrogation de la réforme des retraites Macron-Borne !

-> Engagement d'abandon définitif des 3 jours de carence et de la baisse de 10 % des indemnités

maladie, abrogation du jour de carence !

-> Augmentation des salaires et du point d'indice : 10 % tout de suite !

Et dans l'ESR, des mesures d'urgence contre toutes les politiques de casse du service public de l'ESR, quel que soit le budget dont elles relèvent :

-> Aucune amputation des horaires d'enseignement prévus dans les maquettes.

-> Aucune fin de contrat imposée (contrats « de projets », « de mission » ou autres).

-> Fin de l'hégémonie de la recherche sur projets, qui entrave la progression de la recherche et précarise les personnels, retour aux dotations récurrentes et pérennes !

-> Création des postes statutaires nécessaires pour résorber les heures complémentaires et la contractualisation tous azimuts.

-> Abrogation de la LPR et réalignement de la prime statutaire des PRAG-PRCE sur celle des enseignants-chercheurs.

-> Arrêt des EPE et de toutes les déréglementations induites.

-> Dotations budgétaires et en postes pour les CROUS, en sorte qu'ils puissent assurer toutes leurs missions face à la misère étudiante croissante.

-> Déblocage des carrières et requalifications des postes, pour les BIATSS comme pour les enseignants !

-> Aucune déréglementation des frais d'inscription sous prétexte de trouver des ressources propres, abrogation de l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiants hors UE !

-> Abandon de toutes les mesures de l' « acte 2 de l'autonomie ».

-> Respect des droits acquis par les diplômés nationaux et qualifiants : abandon de Parcoursup et Mon master, abandon des « quotas » dans les BUT ;

-> Arrêt du soutien à l'essor du supérieur privé, lucratif ou non : fonds publics à l'enseignement public, fonds privés à l'enseignement privé !

-> Respect des libertés universitaires, levée de toutes les poursuites ou sanctions contre des collègues ou étudiants qui se sont mobilisés pour Gaza.

Montreuil, le 9 décembre 2024